

LE DEVOIR

Libre de penser

Commission d'enquête - Le gouvernement Charest a un allié: la FTQ

31 octobre 2009 | Antoine Robitaille | Québec

Québec — Une commission d'enquête sur la construction serait inutile et Tony Accurso a droit à la présomption d'innocence «comme tout le monde». Voilà deux des messages que le président de la FTQ, Michel Arsenault, a tenu à faire passer hier, en marge de la conférence de presse du Front commun des syndicats du secteur public, qui déposait hier ses demandes au gouvernement.

Une commission d'enquête, «ça fait une grosse baloune, mais en bout de piste, on règle quoi?», s'est demandé le chef syndical, qui dit être «partager l'avis du gouvernement» Charest sur cette question, lequel répète quotidiennement qu'une telle enquête nuirait au travail des policiers. «Une commission d'enquête, ça amène de l'eau au moulin des journalistes», a opiné M. Arsenault. «On a réglé quoi avec la commission d'enquête sur M. Mulroney? On a réglé quoi avec la commission d'enquête Bouchard-Taylor? On a réglé quoi avec la commission d'enquête sur Chandler? Rien.»

Il garde un mauvais souvenir de cette dernière commission menée par le juge Robert Lesage sur les dépassements du projet de la Gaspésia. Les règles ne sont pas équitables, dit-il, car c'est le commissaire qui les fixe. Pendant l'enquête sur la Gaspésia, M. Arsenault rappelle que la FTQ a voulu «présenter un mémoire, assigner des témoins», mais que ce fut impossible. «La commission Cliche, ça a été la même chose», a-t-il déclaré.

M. Arsenault est d'accord en cela avec le directeur général de la FTQ-Construction, Richard Goyette. Dans une lettre publiée sur le site Internet du syndicat, il soutient que dans de telles commissions; «les règles de preuves et de procédures ne permettent pas vraiment faire la lumière sur l'ensemble des faits».

L'ami Accurso

Questionné sur le controversé entrepreneur Tony Accurso, qui se retrouve au centre du débat public, M. Arsenault a refusé de répéter que ce dernier était un ami, ce qu'il avait pourtant affirmé aux journalistes en mars. «C'est cité hors contexte», a-t-il répondu en expliquant qu'il avait parlé de M. Accurso comme un partenaire du Fonds de solidarité de la FTQ. «Je suis obligé de vous dire que ça a été un excellent partenaire pendant 19 ans, on a fait une moyenne de rendement pour nos actionnaires de 13 % avec ses différentes compagnies.» Puis, il a

insisté: «Est-ce qu'il y a des accusations présentement contre M. Accurso?» Plus tard au téléphone, il a précisé au Devoir que lorsqu'une enquête a été ouverte par le fisc sur les pratiques de M. Accurso, «on s'est entendu sur un moratoire». Au sujet de M. Accurso, il y a toutes sortes «d'allusions», a-t-il fait remarquer. «Nous, on va attendre les résultats d'enquête. À ce moment-là, je réagirai», insistant sur le fait que l'on vit «dans un système où la présomption d'innocence existe».